

LA LETTRE DE L'ESPER N°14 – Février 2012



EDITORIAL

Par Roland Berthilier, Président

Les questions liées à la fiscalité et à l'impôt ont largement occupé le débat public. Nous devons nous en réjouir, tant ces sujets sont essentiels à la définition des orientations et des contenus des politiques publiques, tout comme à la détermination des stratégies et moyens visant à les mettre en œuvre. Mais ceci n'est vrai que si les enjeux sont présentés de manière suffisamment claire et compréhensible afin que chacun puisse pleinement s'en emparer. Car le propre de ce genre de débats est d'être trop souvent confisqués par les seuls techniciens, spécialistes ou autres experts, au détriment des citoyens qui, peinant à maîtriser les mécanismes et les enjeux, ne se sentent pas légitimes à s'exprimer et à prendre position. Or, les questions de fiscalité sont, avant tout, des choix de société. Il s'agit de débats éminemment politiques. De débats citoyens, qui engagent notre avenir collectif, et méritent donc d'être appropriés par tous, puis véritablement débattus sur la place publique.

Quelques exemples autour de débats récents, qui impactent nos actions et réflexions en tant que militants de l'Éducation et de l'Économie sociale, nous permettent de démontrer à quel point le choix d'une option ou d'une autre est loin d'être neutre pour les politiques induites.

On s'est focalisé sur l'avenir du quotient familial, particulièrement inégalitaire sous sa forme actuelle. Sans rappeler que derrière ce seul mécanisme, ce sont en réalité des questions plus vastes qui se posent : si l'on doit repenser les bases de la politique familiale dans notre pays, faut-il aujourd'hui raisonner uniquement à partir de mesures en direction des familles ? Ou doit-on s'interroger également sur la mise en place de dispositifs visant à aider directement les jeunes pour les accompagner dans leur émancipation ? C'est la question posée par le CNAJEP, mouvement d'éducation populaire, à travers un communiqué intitulé « La fiscalité, un puissant levier pour l'émancipation des jeunes ». Une interrogation finalement rarement débattue ...

En outre, que dire des discussions autour de la mise en place de la fameuse TVA dite « sociale », dont on peut d'ores et déjà prévoir les répercussions néfastes sur les budgets des familles les plus modestes ? Sinon que sous couvert d'impacter le coût du travail et la compétitivité, on agit à coup de « mesurette » de court terme, en éludant la question essentielle de la pérennité du financement de notre modèle de protection sociale. Aujourd'hui majoritairement assis sur les cotisations sociales, il ne garantit plus une protection universelle à tous les citoyens. Cet enjeu ne mériterait-il pas davantage que des décisions hâtives, dont on est légitime à contester l'efficacité et la justice ? Le temps n'est-il pas venu d'organiser un vrai débat, associant tous les acteurs, et notamment ceux de l'Économie sociale dont l'investissement est déterminant, pour repenser ensemble les conditions du financement et de l'organisation d'un système solidaire de protection sociale, véritablement accessible à tous ?

Enfin, l'impôt touche aussi les sociétés, et là encore les choses ne sont pas neutres. Quel modèle d'entreprise, quel type d'économie veut-on privilégier quand on décide du doublement de la taxe sur les mutuelles santé ? Quand on refuse de comprendre que le modèle économique des mutuelles ne leur permet pas la constitution de ces fantasmés « trésors de guerre », mais que l'argent collecté ne sert qu'à financer la protection solidaire des adhérents ? Quand on a proposé (ce qui aura finalement été évité grâce aux mobilisations des coordinations associatives) de revenir sur les exonérations d'impôt accordées aux dons faits aux associations d'intérêt général, menaçant ainsi l'une de leurs sources importantes de financement ? Quand on met en place des systèmes d'allègement ou de crédit d'impôts ouverts aux PME, mais demeurant aujourd'hui fermés à de nombreuses organisations de l'économie sociale ? Au-delà de questions techniques, on voit bien que ce sont en réalité des orientations politiques qui doivent être tranchées, et ce autour de deux enjeux essentiels.

Le premier est certainement celui de rendre à nouveau juste un système fiscal qui ne l'est plus, voire qui contribue à figer les inégalités. Il s'agit de retrouver les principes et la philosophie qui ont guidé la création de la Sécurité sociale en 1945 : « Chacun contribue selon ses moyens et reçoit selon ses besoins ».

Le second est simplement de redonner du sens à l'impôt : l'impôt est au fondement de notre modèle social et démocratique, car il permet, par une mise en commun de ressources prélevées en fonction de la capacité contributive de chacun, de fournir à tous des services universels, garantis par les services publics, et de bénéficier de droits sociaux. Or, si l'impôt n'est pas juste, et donc pas bien compris, on risque de remettre en cause le fondement même de ce modèle, et l'adhésion des citoyens à ce système. On favorise alors à terme le repli sur la sphère privée, le « chacun pour soi », l'individualisation des protections, le délitement et le détricotage des modèles de solidarité. Et on prête le flanc à tous les extrémismes ...

Là est donc finalement le cœur des débats portant sur la fiscalité : maintenir la cohésion sociale, garantir le vivre ensemble, assurer l'égalité et la justice.

Journée nationale du 22 mars : Manifeste pour l'éducation à l'économie sociale !

Le 22 mars à Paris, L'ESPER organisera comme nous l'avons déjà évoqué une manifestation visant à interpeller citoyens, acteurs de l'ESS et de l'Education, pouvoirs publics et responsables politiques **sur la nécessité de se mobiliser pour l'éducation à l'économie sociale, l'amélioration de sa prise en compte dans l'Ecole et dans les formations.**

Cette journée, organisée en partenariat **avec le CEGES et le CNCRES**, permettra de présenter un certain nombre de projets et d'actions concrètes, et se conclura par un large appel à un engagement général pour l'éducation à l'économie sociale.

Le 22 mars à la MGEN, Paris 15^e, de 10h à 17h.

Inscriptions sur : contact@lesper.fr

Interpellation des candidats à l'élection présidentielle

En amont des élections présidentielles de 2012, L'ESPER adressera un courrier d'interpellation aux différents candidats, leur demandant de se positionner sur plusieurs thématiques essentielles pour L'ESPER et ses militants, dont :

- l'engagement des candidats(e)s pour une meilleure prise en compte de l'économie sociale et solidaire dans l'éducation et les formations (en lien avec la journée du 22 mars présentée ci-dessus) ;
- leur vision de la place des organisations d'économie sociale et de leurs militants dans le service public d'éducation, et la façon dont ils entendent s'engager à les promouvoir, face à l'exacerbation de la concurrence avec les entreprises lucratives ;
- leur vision de la laïcité, en principe et en pratique, dans l'Ecole et le monde éducatif.

Dans la perspective d'éclairer le débat citoyen autour de ces échéances électorales, L'ESPER s'engagera à publier les différentes réponses ainsi reçues sur son site Internet.



Incivilité dans les transports scolaires : renforcer les partenariats... et mieux comprendre les causes

Consacré aux stratégies à mettre en place face à l'incivilité dans les transports scolaires, le séminaire national annuel de l'Association nationale pour les transports éducatifs de l'enseignement public (ANATEEP), mercredi 18 janvier 2012, a permis aux 120 participants, pour la plupart autorités organisatrices de transport (AOT) -26 conseils généraux, 15 communautés, 3 syndicats mixtes, nombreux organisateurs de proximité- d'échanger sur leurs bonnes pratiques en matière de lutte contre les comportements conflictuels, les harcèlements ou « micro-violences répétées », selon les termes du Professeur Debarbieux, Président de l'Observatoire international de la violence à l'école, dans sa remarquable intervention.

Trois grandes conclusions émergent très clairement de la journée. Il faut d'abord poursuivre le long, patient mais efficace travail partenarial engagé par les AOT avec les différentes autres institutions concernées, notamment celles de l'Education nationale et de la Justice. Les exemples de réussite sont nombreux. Il faut aussi utiliser de manière à la fois complémentaire mais coordonnée, les nombreux instruments disponibles (préventifs, techniques et répressifs). Mais il faut enfin mieux comprendre le phénomène. Grâce aux échanges fructueux du Séminaire, Éric Debarbieux a souhaité que les prochaines enquêtes de « victimation » en milieu scolaire intègrent un module « transport scolaire ». L'ANATEEP, pour qui le transport scolaire est le bras qui prolonge le service public d'éducation, ne peut que se réjouir de cette suggestion.

**Contact presse : Eric Breton ou Christophe Trébosc
01 43 57 42 86 - www.anateep.fr**



Hommage à Henri Lafay, Président visionnaire

Jean-Louis Garcia, Président de l'APAJH, a souhaité rendre un hommage à Henri Lafay.

« Notre ami Henri Lafay, 4^e président de l'APAJH, de 1979 à 1999, et président d'honneur de la Fédération des APAJH, est décédé le 6 décembre 2011 dans sa 88^e année. Henri est mort au lendemain de nos Trophées, moments auxquels il avait participé voici quelques années et qui manifestent avec force toute la citoyenneté de la personne en situation de handicap. Henri Lafay a marqué profondément notre histoire APAJH et bien au-delà. Grand penseur, extraordinaire manieur d'idées, réalisateur et concepteur, Henry Lafay a su, par sa puissance d'expression, de conviction, faire bouger les lignes, évoluer les mentalités, en interne comme dans le monde environnant, ouvrir des perspectives, tracer des vies. Il nous a conduits sur le chemin de l'intégration. Ses idées, nos idées ont cheminé, pas aussi vite qu'ensemble nous le souhaitions, mais sûrement parce que bien portées. Nous avons tous en mémoire ses rapports moraux de Congrès où sens et superbe écriture, conviction et qualité de la pensée emportaient l'adhésion et nous faisaient repartir dans nos départements plus riches, plus forts, fiers d'un tel mouvement et d'un tel président.

Unis et fédérés, utopistes et combatifs, il nous appartient, par notre action collective pour une société inclusive, d'honorer sa mémoire ».



« Parlons passion » : des portraits de professionnels de l'Education, de la Recherche et de la Culture

La CASDEN, en partenariat avec France 5 et Le Nouvel Observateur, a participé à la diffusion d'un programme court intitulé « Parlons passion » du 16 au 29 janvier sur l'antenne de France 5.

12 portraits, – d'Elsa, professeur de musique pour des enfants malentendants à Kamel, directeur d'une école en ZEP, mais aussi Karine, chercheur archéologue ... – pour illustrer les multiples facettes de ces métiers de l'Education, de la Recherche et de la Culture. Pendant une minute, ils parlent avec passion de leur vocation affirmée, de leurs motivations et de leur fervente envie de transmettre. Ce programme porte un regard attachant sur ces acteurs du quotidien, dont l'image est parfois malmenée dans les médias. Pour découvrir ou revoir les portraits diffusés, rendez-vous sur www.VousNousIls.fr

La CASDEN remet la Bourse du jeune chercheur au Dr. Raphaël Thuillier

Anne Mounolou, administratrice de la Fondation de l'Avenir et Directrice Générale de la FNMI, et Emilie Bouillaud, Chargée de Relation Enseignement Supérieur et Recherche de la CASDEN, ont remis le 7 novembre dernier, la Bourse du jeune chercheur au Dr. Raphaël Thuillier, chercheur à l'INSERM de Poitiers. Le Dr. Raphaël Thuillier travaille sur l'amélioration de la disponibilité des greffons, pour les greffes de rein, en proposant d'utiliser une machine à perfusion associée à une molécule protectrice : la curcumine. Ses travaux représentent un grand espoir pour les patients, qui, chaque année ne peuvent recevoir de greffon. En effet, aujourd'hui, seuls 40 % des patients en attente de greffe de rein ont la possibilité d'être greffés. La CASDEN multiplie ses actions en faveur des personnels du Monde de la Recherche - partenariats, offres spécifiques – et assure une présence sur les grands sites institutionnels du secteur. Partenaire de la Fondation de l'Avenir, elle décerne une bourse à un jeune chercheur parmi les projets les mieux notés par le conseil scientifique de la Fondation.

Plus d'informations sur www.fondationdelavenir.org



Cap sur la Francophonie : langue et musique à l'honneur

Le projet « Cap sur la francophonie » se déroule dans le réseau CMR depuis septembre dernier.

L'objectif : permettre à tous nos publics de découvrir comment notre langue est mise en musique et chantée ailleurs dans le monde, et de s'ouvrir aux autres cultures musicales. Une occasion d'explorer de nouveaux rythmes, instruments, danses et des expressions artistiques méconnues.

Les musiciens CMR sont déjà nombreux à s'être investis dans ce projet, dans les écoles où ils interviennent, ou au sein de leur CAEM (Carrefour d'Animation et d'Expression Musicale). Toutes les cultures francophones sont à l'honneur et l'ensemble des départements CMR va vibrer cette saison au rythme des djembés de Guinée, des chants créoles ou encore des danses québécoises... Dis-moi comment tu chantes en français...le concours de création de chanson est lancé !

Une action-phare du projet « Cap sur la francophonie » est le concours de création de chansons lancé à la rentrée dans les écoles où interviennent chaque semaine les musiciens CMR. Ceux-ci avaient jusqu'au 30 novembre dernier pour s'inscrire avec leur(s) classe(s) et tenter de gagner un enregistrement en studio dans des conditions professionnelles. Une expérience unique pour les jeunes auteurs/compositeurs dont la chanson figurera sur un CD tiré à plusieurs centaines d'exemplaires. Cette perspective poussera sans doute chacun à donner le meilleur de sa créativité, mais l'objectif premier n'est pas la compétition : A travers cette proposition, il s'agit de promouvoir le processus de création et valoriser le travail si particulier de l'artiste, travail que les musiciens CMR ont à cœur de partager avec le jeune public au quotidien... Pascal Boille et Eric Guilleton, tous deux auteurs compositeurs pour le jeune public ont accepté de rejoindre le jury de ce concours qui se réunira le 27 février prochain...A suivre...

Plus d'informations sur le site : www.capfrancophonie.lescmr.asso.fr



Premier débat en direct des Autonomes de Solidarité Laïques le 7 février 2012 : « le harcèlement dans l'Education nationale »

De 19h à 21h, « L'ASL en direct », premier débat interactif sur le web réunira un panel de spécialistes de l'éducation sur la thématique du « harcèlement dans l'Education nationale ». Ce débat sera retransmis en direct simultanément sur www.autonome-solidarite.fr et sur la page Facebook de l'Autonome <http://www.facebook.com/pages/Autonome-de-Solidarite>. Les internautes auront également la possibilité d'intervenir en direct grâce à un chat disponible via la page Facebook des Autonomes.

Situations de harcèlement dans l'Éducation nationale : mécanismes et réponses

Si les statistiques de la FAS portant sur l'année scolaire 2010-2011 ne reflètent pas une situation générale dégradée dans les établissements, elles soulignent tout de même sur les deux dernières années une hausse sensible du phénomène de harcèlement entre personnels de l'éducation, mais aussi entre parents et enseignants.

Afin de mieux saisir la signification et les mécanismes du harcèlement, **le débat s'organisera autour de deux problématiques :**

- **Comprendre l'engrenage :** Quels mécanismes conduisent aux situations de souffrance ? Parmi celles-ci, lesquelles relèvent du harcèlement ? Quels effets destructeurs occasionnent-elles ?
- **Répondre aux situations de harcèlement :** Quels sont les protections et les moyens de prévention dont bénéficient les personnels de l'éducation ? Quel est le constat de la Justice sur ces phénomènes ?

Un panel de spécialistes

Lors de cette soirée, co-animée par Maryline Baumard, Responsable de la rubrique Education au journal *Le Monde*, et Roger Cruq, Président de la Fédération des Autonomes de Solidarité, interviendront :

- Dominique Baudis, Défenseur des droits
- Eric Debarbieux, Directeur de l'observatoire européen de la violence scolaire
- Fabien Juan, Directeur médical au centre MGEN La Verrière
- Dominique Lebras, Procureur Général Cour d'Appel de Rouen
- Francis Lec, Avocat Conseil de la Fédération des Autonomes de Solidarité
- Nadine Milhaud, militante de l'ASL de Haute-Garonne
- Monique Sassier, médiatrice de l'éducation nationale.

Un débat interactif

Les internautes auront la possibilité, via Facebook, d'interroger en direct les intervenants et de réagir aux échanges à travers un chat. Les questions qui n'auront pas été traitées, faute de temps lors du débat, trouveront réponses sur le site www.autonome-solidarite.fr.



67^e campagne de solidarité et de citoyenneté de la Jeunesse au Plein Air

La Jeunesse au Plein Air a lancé officiellement le 18 janvier 2012 sa 67^e campagne de solidarité et de citoyenneté.

Aujourd'hui en France, près de trois millions d'enfants et de jeunes sont exclus des vacances et de la norme sociale qu'elles représentent.

Cette exclusion touche plus fortement et de manière croissante les enfants des familles à faible revenu mais également ceux des classes moyennes.

C'est pour permettre à 20 000 enfants de partir en séjours en 2012 que la Jeunesse au plein Air organise une campagne nationale. Déléguée par le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et de la Vie associative, elle se déroule dans les écoles, collèges et lycées autour de :

- Une collecte de fonds par la vente de vignettes autocollantes ou la mise en place de projets solidaires ;
- La sensibilisation des élèves par les enseignants et animateurs à la citoyenneté et à la solidarité. Des outils pédagogiques leur sont proposés dans le livret de la campagne ;
- Deux opérations éducatives : BD Tchôlidaire pour ceux qui aiment l'univers de la BD et Slam rend solidaire, un tournoi de slam qui peut faire gagner une classe de découverte.

Pour en savoir plus : <http://www.jpa.asso.fr/index2.php?goto=campagne>

Pour faire un don : <http://www.jpa.asso.fr/index2.php?goto=don>

2012 : la Ligue de l'enseignement fait sa campagne

Dans une époque de grande incertitude, l'Union européenne se replie et recrée des frontières et la conscience de nos responsabilités à l'égard des générations futures n'est pas encore traduite en actes. Le capitalisme de la démesure fait payer la note aux peuples : les inégalités se creusent et détruisent notre société. Les bases de notre contrat social sont mises à mal. C'est dans ce contexte que nous déciderons de notre manière de vivre ensemble : valeurs pour fonder la vie commune, emploi et développement économique et social durable, fiscalité et solidarités, place de la France en Europe et dans le monde, droit réel à l'éducation, à la culture et la formation tout au long de la vie, formes de gouvernement et place donnée aux associations et aux habitants dans les politiques publiques, indépendance de la justice et des médias...

A quelques mois d'échéances démocratiques cruciales, la Ligue de l'enseignement rend publiques 50 propositions pour « faire société ».

Réseau de près de 30 000 associations, nous réunissons un million et demi d'hommes et de femmes qui travaillent au quotidien pour lutter contre les inégalités et faire vivre une démocratie plus effective. Acteur de terrain et mouvement d'idées, nous avons donc voulu être force de propositions pour ce rendez-vous citoyen.

La Ligue de l'enseignement a organisé le mardi 31 janvier une conférence de presse afin de présenter ses propositions :
Pour toute information : msthiroux@laligue.org – 01 43 58 97 39 - 06 20 30 13 65



Protéger est un métier
www.mae.fr



La MAE soutient l'action des Restos du Cœur

Dans un contexte économique et social particulièrement difficile, la MAE s'est engagée aux côtés des Restos du Cœur en protégeant les enfants dont les parents sont les plus démunis.

Concrètement, la MAE offre gratuitement l'assurance scolaire à toutes les familles inscrites aux Restos du Cœur (9,90€ pour un contrat d'assurance scolaire MAE).

La somme de 9,90€ peut paraître dérisoire pour certains mais lorsque l'aide devient nécessaire pour se nourrir, c'est loin d'être du superflu... Ainsi, tous les enfants scolarisés sont assurés qu'ils soient victimes ou responsables d'un accident. Il est important de préciser qu'il n'y a aucune franchise à payer. Surtout dans les moments difficiles, il est du devoir de la MAE de préserver au mieux la scolarité de l'enfant et son équilibre familial. Ce partenariat national a vu le jour grâce aux associations MAE Solidarité présentes dans chaque département et aux millions d'adhérents qui renouvellent chaque année leur confiance à la MAE. Animée depuis 80 ans des valeurs de solidarité, de mutualité et d'humanisme, la MAE se mobilise pour défendre ceux qui ne peuvent pas, ou ne peuvent plus, se défendre tout seuls.



ASSUREUR MILITANT

L'estime de soi... ne va pas de soi !

Mais elle peut se travailler, se construire, se réparer... La MAIF propose cette année une nouvelle série de conférences animées par le psychiatre Christophe André.

Il propose d'aborder les mécanismes de l'estime de soi, ainsi que les principales attitudes permettant de la cultiver et de la protéger.

Auteur de plusieurs ouvrages dont *Imparfais, libres et heureux*, *Pratiques de l'estime de soi* et *L'estime de soi, mieux vaut s'aimer pour vivre avec les autres*, aux éditions Odile Jacob, Christophe André traite avec humour et pédagogie d'un sujet qui, que l'on ait ou pas une bonne estime de soi, ne peut laisser indifférent...

Les premiers rendez-vous de l'année à Niort et Caen ont fait salle comble et les inscriptions affluent déjà pour les prochaines conférences prévues à Toulon et Mulhouse.

Pour en savoir plus : www.maif.fr/actionsmutualistes

L'essentiel sur la prévention des seniors : un guide accessible sur le site Maif

La prévention est une alliée incontournable pour vivre mieux et plus longtemps : parce que nos capacités évoluent avec le vieillissement, l'anticipation du risque est cruciale pour préserver son autonomie au quotidien et dans ses déplacements. L'Association Prévention MAIF a réalisé «L'essentiel sur la prévention des seniors» un guide complet qui aborde les questions du vieillissement dans leur intégralité et sans tabous pour mettre en perspective les facteurs de risques d'accidents de la route et de la vie courante. Les seniors sont tout particulièrement vulnérables aux risques de chutes : elles sont une cause majeure de décès et de handicap sévère. Ce guide, de 80 pages, détaille l'ensemble des stratégies adaptatives visant à prévenir les risques et à maintenir sa qualité de vie. Demain se prépare aujourd'hui et chacun y trouvera pour soi, son entourage, ses parents de nombreux conseils et informations. Il est accessible sur le site MAIF.

<http://www.maif.fr/conseils-prevention/sante-prevoyance/prevenir-les-risques-des-seniors/l-essentiel-sur-la-prevention-des-seniors.html>



Concours international des plaidoiries des lycéens au Mémorial de Caen

L'édition 2012 du Concours s'est tenue le vendredi 27 janvier, avec, pour président du jury, Lilian Thuram.

La MGEN, également présente au sein du jury, a remis le Prix de l'engagement citoyen et a participé comme chaque année au frais de déplacement des concurrents d'un lycée français de l'étranger. Cette année, il s'agit de deux élèves du Lycée de Casablanca.

Plus d'informations sur : <http://www.memorial-caen.fr/lyceen1/>

Emission « Etat de santé », un partenariat MGEN - La Chaîne Parlementaire

Ce magazine de santé, émission télévisée mensuelle présentée par Elizabeth Martichoux, et réalisée dans le cadre d'un partenariat la Chaîne parlementaire LCP et la MGEN, analyse chaque mois une grande problématique de santé et de protection sociale en compagnie d'un expert. Illustré par de nombreux reportages, cet entretien souhaite contribuer à une meilleure compréhension des grands sujets de santé publique.

Les sujets suivants sont programmés pour les prochaines émissions :

- Janvier : les complémentaires Santé
- Février : le scandale des prothèses PIP
- Mars : « Cerveau, Alzheimer : à quand les traitements efficaces ? »



Carrefour Santé Social 2011 : 24% des agents de l'Education nationale en état de tension au travail, 14% en épuisement professionnel

En mai 2011, plus de 5000 agents de l'Education Nationale ont répondu à l'étude du Carrefour santé social sur les risques psychosociaux, l'épuisement professionnel et les troubles musculosquelettiques (TMS). L'analyse des résultats montre qu'une proportion non négligeable des professionnels est en situation de risque psycho-social avéré, en particulier les conseillers principaux d'éducation, les personnels administratifs, les instituteurs et professeurs d'école des écoles élémentaires et les professeurs exerçant en collège. Si la prévalence des TMS ne constitue pas une spécificité des métiers de l'Education nationale, les douleurs à la nuque, au cou et dans le bas du dos sont cependant particulièrement fréquentes.

Lire le communiqué sur : http://www.mgen.fr/fileadmin/user_upload/Accueil/Communiqués_de_presse/2012/20120130EnqueteCarrefoursantesocial2011.pdf



Prévention des accidents de la vie courante à l'école : l'association Prévention MAIF propose un nouveau support pédagogique

Il s'agit d'un cédérom destiné aux enseignants du premier degré, mis au point pour conduire des activités pédagogiques ponctuelles ou répétées sur la thématique des accidents de la vie courante au travers des différentes disciplines enseignées. Composé de 30 fiches pédagogiques pour les classes maternelles et élémentaires, de 20 fiches d'activités et diaporamas pour les élèves, d'une banque de 260 dessins et de 14 jeux de langage pour exploiter la banque de dessins et les cartes de jeu, ce cédérom s'avère être un outil complet, pratique et facile d'utilisation, adapté aux réalités matérielles de terrain et modulable, notamment grâce à sa banque de dessins et aux jeux que l'enseignant peut lui-même élaborer à partir des critères choisis. Il vient d'être reconnu **d'intérêt pédagogique** par la commission multimédia de la direction générale de l'enseignement scolaire (DEGSCO), du 14 décembre dernier. Cette reconnaissance officielle récompense le travail assidu du groupe interne à l'origine de cette réalisation et plus largement, celui de l'Association. La diffusion auprès des enseignants, porteurs de projets, sera réalisée par le réseau de bénévoles de Prévention MAIF, réparti sur tout le territoire et dans les DOM dans le courant de l'année 2012.

Pour en savoir plus sur l'activité de l'Association : www.prevention.maif.fr



Éducation : les 5 leviers du changement

Dans le débat public qui s'ouvre, la fédération UNSA Éducation entend faire promouvoir ses analyses et propositions en matière éducative.

Changer l'École, vraiment

Refonder une éducation publique ambitieuse en termes d'efficacité et de justice sociale, c'est, pour la société, assumer d'abord l'obligation d'une éducation fondamentale pour tous en faisant du socle commun de compétences et de connaissance une réalité, condition de l'accès de tous à un diplôme ou une qualification professionnelle. Cela passe par la construction de continuités plutôt que de ruptures, une prise en charge plus diversifiée, plus collective, faisant place à l'initiative et à l'innovation. L'étape de formation diversifiée ne saurait commencer avant la 3^e. C'est pourquoi nous refusons les parcours d'exclusion scolaire dès la 4^e.

L'avenir passe par l'enseignement supérieur et la recherche

L'organisation des études supérieures s'inscrit désormais dans le LMD (licence-master-doctorat). Encore faut-il que l'Université puisse accueillir les étudiants dans des conditions favorisant leur réussite. L'autonomie de la loi Pécresse de 2007 a montré ses limites dans un paysage aujourd'hui éclaté. La recherche, enjeu stratégique, doit être reconnue comme une priorité en cessant d'affaiblir les organismes de recherche (CNRS, INSERM...).

De réels projets de territoire

L'Éducation nationale, les collectivités locales, les associations interviennent sur le champ éducatif des enfants et des jeunes. Il est indispensable, dans le respect des missions ou compétences de chacun, de développer les synergies éducatives comme le propose « l'Appel de Bobigny ». L'État doit assumer sa mission régulatrice et compenser les inégalités territoriales. Il est indispensable aussi de remettre en cause une déssectorisation catastrophique.

La formation tout au long de la vie : pour les personnels aussi !

Le système éducatif doit s'appliquer à lui-même le concept d'éducation-formation tout au long de la vie pour tous ses personnels. Reconstruire rapidement une authentique formation professionnelle initiale et continue des enseignants est une priorité immédiate, mais tous les personnels doivent accéder à la formation continuée. En outre il faut développer une politique active de valorisation des acquis de l'expérience (VAE).

Valoriser et développer l'éducation non formelle

Reconnaître à leur juste place et développer l'éducation populaire, les pratiques artistiques, le sport pour tous n'est pas simplement un objectif éducatif : c'est aussi par ces activités collectives que se forge la citoyenneté. Cela implique de sécuriser les relations associations-collectivités-État, notamment par des engagements financiers pérennes, des conventions « durables » et de former des professionnels qualifiés.

Voir le blog « éducation » du SE-UNSA : <http://ecolededemain.wordpress.com>

Appel de Bobigny : <http://is.gd/wdZuDb>

A 100 jours du second tour de l'élection présidentielle, la CPCA lance une grande campagne : « Associations, reconnues d'intérêt citoyen depuis 1901 »

Sur le site depuis1901.fr, il est possible de signer en ligne l'appel des associations « Démocratie, initiative, solidarité » qui relaie les douze propositions de la CPCA pour le développement de la vie associative.

L'appel se prononce « pour une société de citoyennes et de citoyens organisés », « pour une société qui valorise toutes les initiatives » et « pour une société de solidarité », et les douze propositions se déclinent autour de trois grandes thématiques : **soutenir l'engagement, moteur de développement de la vie associative ; soutenir la gestion et le développement associatifs ; et favoriser un dialogue transparent et régulier entre la puissance publique et le mouvement associatif**

Un kit de communication est également disponible en ligne, pour que tous ceux qui le souhaitent puissent faire vivre et relayer la campagne. Un grand événement d'interpellation des candidats à l'élection présidentielle autour de cet appel sera organisé à Saint-Denis (93) le samedi 10 mars 2012. Les inscriptions sont possibles sur les sites ci-dessous.

Plus d'informations : <http://depuis1901.fr/>
<http://cpca.asso.fr/>

Mutualité Française

Santé 2012 : débat avec les partis politiques le 8 février à paris

La Mutualité Française terminera son tour de France des régions sur l'avenir de la santé et de la protection sociale en présence des partis politiques à Paris. Cette rencontre se tiendra le 8 février à la Maison de la chimie. Objectif : présenter les orientations du mouvement mutualiste et demander des engagements aux futurs candidats aux élections de 2012.

Placer la santé et la protection sociale au cœur des élections de 2012. C'est la volonté de la Mutualité Française qui a organisé des débats dans toute la France avec les citoyens, les professionnels de santé, les organisations syndicales, le monde associatif. Bilan : le 8 février à la Maison de la chimie à Paris. A cette occasion, le mouvement mutualiste accueillera les principaux partis politiques présentant des candidats à l'élection présidentielle de 2012 Ouverte à tous, cette rencontre sera également l'occasion pour le mouvement mutualiste de présenter ses orientations

Informations et inscriptions : <http://www.mutualite.fr/>

2012 : année internationale des coopératives

L'Organisation des Nations Unies a décrété 2012 Année internationale des coopératives, reconnaissant ainsi la pertinence du modèle coopératif.

L'ONU a fixé trois objectifs principaux à l'Année internationale des coopératives :

- mieux faire connaître auprès du grand public les coopératives et leurs contributions au développement socio-économique et à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ;
- promouvoir la création et la croissance des coopératives ;
- encourager les gouvernements à établir des politiques, lois et régulations en faveur de la création, la croissance et la stabilité des coopératives.

L'Organisation Coop FR (ex GNC) a lancé officiellement l'Année internationale des coopératives lors d'une conférence de presse à Paris au mois de janvier. A cette occasion, le mouvement a présenté son Panorama sectoriel et Top 100 des entreprises coopératives, édition 2012.

Ont également été rappelés les grands rendez-vous qui vont ponctuer cette année internationale, avec notamment :

- en France, avec un colloque le 15 février prochain à l'Assemblée Nationale, organisé par le Groupe d'études sur l'économie sociale, présidé par Jean-René Marsac, député PS d'Ille-et-Vilaine, en collaboration avec Coop de France et Coop FR ;
- en Europe, avec notamment la semaine des coopératives organisée par Cooperatives Europe en avril ;
- au Québec, avec le sommet international des coopératives en octobre, etc.

Plus d'informations sur www.entreprises.coop

Bilan de la 4^e édition du mois de l'ESS

Le CNCRES (Conseil National des Chambres Régionales de l'Economie Sociale) publie un communiqué de bilan de la 4^{ème} édition du mois de l'ESS, qui s'est déroulée en novembre dernier. Les premiers éléments chiffrés sont les suivants :

- 1 700 manifestations
- 1 125 organisateurs principaux
- 1 300 retombées médias
- 600 000 supports de communication diffusés

A noter que L'ESPER avait inscrit le débat organisé sur l'éducation à l'économie sociale lors du Salon Européen de l'Education dans le cadre du mois de l'ESS.

Vous trouverez le communiqué de bilan en intégralité sur :

http://www.cncres.org/accueil_cncres/actualites_/668_244/bilan_national_du_mois_de_less_2011